



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Miscellaneous Special Projects Division (XN)/Division
des projets spéciaux divers (XN)
Canadian Building
219 Laurier Ave. West, 13th Floor
Room 13077
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet Solution d'achats électronique(SAE)	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-131350/H	Amendment No. - N° modif. 029
Client Reference No. - N° de référence du client 20131350	Date 2016-11-01
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XN-111-30112	
File No. - N° de dossier 111xn.EN578-131350	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-11-21	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Thauvette, Maxime	Buyer Id - Id de l'acheteur 111xn
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-2201 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Demande de propositions (DP)

Modification de sollicitation: 029

But:

Le but de cette modification est de modifier la demande de propositions (DP) et de fournir des réponses aux questions reçues en ce qui concerne la présente DP.

(A) CHANGEMENTS

CHANGEMENT: 194

Ce changement est soulevée pour modifier la version anglaise de la DP seulement. Il n'y a pas de changement à la version française de la DP.

CHANGEMENT: 195

À l'Annexe 1, version 2.1, section 6.10.3 *Jalon 3 - Habilitation des fournisseurs*, supprimer a) dans son intégralité et le remplacer par ce qui suit :

a) Les fonctions décrites dans la section 3.2 *Exigences générales (excluant la section A-08.05)*, 3.2.1 *Exigences relatives au déroulement du travail*, 3.3.3 *Exigences du portail (excluant la section B-5.00)*, 3.9 *Gestion des relations avec les fournisseurs*, 3.10 *Gestion des données et de l'information*, et 3.11 *Gestion des utilisateurs* ont été configurées, mises à l'essai, ont été assujetties au processus d'évaluation de la sécurité et d'autorisation en vue de leur diffusion, déployées dans les deux langues officielles et exécutées dans le cadre d'un projet pilote, conformément à l'énoncé des travaux;

CHANGEMENT: 196

À l'Annexe 1, version 2.1, section 6.10.5 *Jalon 5 - Gestion de l'approvisionnement*, supprimer a) dans son intégralité et le remplacer par ce qui suit :

a) les fonctions décrites à la section 3.5 *Gestion de l'approvisionnement* et la section A-08-05 de la section 3.2 *Exigence générales* ont été configurées et mises à l'essai, ont été assujetties au processus d'évaluation de la sécurité et d'autorisation en vue de leur diffusion, déployées dans les deux langues officielles et exécutées dans le cadre d'un projet pilote, conformément à l'énoncé des travaux;

CHANGEMENT: 197

À l'Annexe 5 – Glossaire

SUPPRIMER : Utilisateur autorisé : Personne autorisée à effectuer des opérations impliquant des droits d'accès dans la SAE. Comme la publication de demandes de soumissions, les contrats et la gestion des contrats, etc.

INSÉRER : Utilisateur autorisé : Personne autorisée à effectuer des opérations impliquant des droits d'accès dans la SAE. Comme la publication de demandes de soumissions, les contrats et la gestion des contrats, etc. Il peut s'agir d'utilisateurs qui sont désignés pour gérer la solution et éventuellement de l'équipe de soutien de l'entrepreneur.

(B) QUESTIONS**QUESTION: 589**

En ce qui concerne l'exigence A-08.05 (Interopérabilité avec le système SAP du SMGF), cette exigence semble faire partie de la section 3.2, qui est incluse dans les produits livrables du jalon n° 3. Cependant, le jalon n° 5c est le produit livrable qui correspond à « l'interopérabilité effective de la SAE avec le système de gestion financière de TPSGC ». Veuillez confirmer que l'exigence A08.05 doit vraiment être un produit livrable dans le cadre du jalon n° 5.

RÉPONSE: 589

Veuillez-vous reporter à la section des changements dans cette modification qui précise que l'exigence A-08.05 doit être livrée dans le cadre du jalon n° 5. Les soumissionnaires sont avisés que, pour parvenir à l'étape où « 100 commandes ont été traitées par les utilisateurs de la solution d'achats électroniques » dans le cadre du jalon n° 5, chaque entrepreneur devra aussi faire en sorte que l'interopérabilité avec le système ministériel de gestion financière de TPSGC soit réalisée suffisamment à l'avance pour permettre le traitement des commandes. Par conséquent, l'entrepreneur doit suivre le calendrier des versions (qui sera convenu dans le cadre du jalon n° 1) entre lui et TPSGC pour tous les aspects de l'interopérabilité entre la solution d'achats électroniques et le système ministériel de gestion financière de TPSGC.

QUESTION: 590

Serait-il possible d'obtenir une copie de la version révisée de l'Annexe 1 – Énoncé des travaux v2.1 publiée avec la modification n° 27, avec le suivi des modifications?

RÉPONSE: 590

Le Canada ne diffusera pas aux soumissionnaires une copie de l'*Annexe 1 – Énoncé des travaux v2.1* avec suivi des modifications. On rappelle aux soumissionnaires qu'ils demeurent responsables de mettre à jour leur propre copie de la demande de propositions en cas de modification.

QUESTION: 591

Nous souhaitons demander qu'une version en format MS Word avec suivi des modifications soit mise à la disposition des soumissionnaires; ainsi, ceux-ci pourront examiner les changements et apporter plus rapidement les modifications nécessaires à leur soumission.

RÉPONSE: 591

Le Canada ne diffusera pas aux soumissionnaires une copie de la demande de propositions avec suivi des modifications. On rappelle aux soumissionnaires qu'ils demeurent responsables de mettre à jour leur propre copie de la demande de propositions en cas de modification.

QUESTION: 592

Est-il possible d'obtenir une copie du tableau des exigences fonctionnelles supplémentaires au critère C6 en format Word?

RÉPONSE: 592

Pour obtenir une copie du tableau au format Word des exigences fonctionnelles supplémentaires au critère C6, les soumissionnaires devront communiquer avec les représentants du Canada au moyen du processus de demande de renseignements précisé dans la DP.

QUESTION: 593

En ce qui a trait à la réponse à la question n° 301 sur la modification n° 14, nous avons la question suivante : L'analyse juridique de la question du « consentement » et de la « capacité de consentir » indique que l'entrepreneur pourrait être exposé à un risque de responsabilité non contrôlé. SPAC peut-il confirmer que, dans tous les cas, le consentement relatif à toutes les données personnelles ou privées fournies par le gouvernement du Canada, ou selon ce qui est approuvé par le GC et précisé à l'entrepreneur pour l'exécution de ce contrat a été acquis par le gouvernement du Canada conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et que ce consentement est implicite dans la mise à disposition des

RÉPONSE: 593

Le Canada sera chargé d'obtenir le consentement auprès de tous les utilisateurs de la SAE en vue de recueillir leurs renseignements personnels, conformément législation canadienne relative à la protection de la vie privée. L'entrepreneur agira comme responsable de tous les renseignements personnels que lui fournira le Canada dans le cadre de l'exécution du contrat.

Toutefois, en ce qui a trait à tous les renseignements personnels que recueillera l'entrepreneur pour les travaux qui dépassent la portée du contrat (par exemple, renseignements personnels recueillis par l'entrepreneur dans le cadre de sa solution de « réseau de fournisseurs »), l'entrepreneur devra tenir compte de tous les aspects liés à la protection de la vie privée, y compris « obtenir le consentement des particuliers » et s'assurer que ces derniers sont autorisés à accorder un tel consentement.

QUESTION: 594

En ce qui a trait à l'Annexe 1, section 1.3 g), veuillez confirmer que la phrase relative à la base d'utilisateurs au sein du gouvernement du Canada doit être la suivante : « *En outre, il y a actuellement plus de 60 000 utilisateurs fournissant des services administratifs au sein du GC qui commandent des biens et des services en dehors des ententes-cadres de TPSGC et procèdent à des achats uniques.* »

RÉPONSE: 594

Oui, c'est exact. Veuillez-vous reporter à la modification de l'Annexe 1 – *Énoncé des travaux*, version 2.1.

QUESTION: 595

Le terme « administrateurs autorisés » est utilisé dans l'ensemble de l'énoncé des travaux; l'État peut-il confirmer qu'il s'agit d'utilisateurs désignés pour gérer la solution, y compris éventuellement l'équipe de soutien de l'entrepreneur?

RÉPONSE: 595

Administrateur autorisé, comme il est défini dans l'Annexe 5 – *Glossaire*, désigne « *un rôle défini pour gérer les fonctions avancées du système dans le cadre de la SAE. Comme la configuration des règles opérationnelles, les flux des travaux, etc.* » Il peut s'agir d'utilisateurs qui sont désignés pour gérer la solution et éventuellement de l'équipe de soutien de l'entrepreneur.

QUESTION: 596

En ce qui concerne l'Annexe 1, 3.3 Section B – Exigences du portail : Le but des dispositions exposées en B3.3.1 d) i) n'est pas clair pour nous. L'État peut-il clarifier ce qu'il entend par « Établir des objectifs et des attentes pour des utilisateurs ou des groupes précis. »?

RÉPONSE: 596

La fixation de dates d'échéance pour la réalisation de tâches précises peut être un exemple de la fonction « Établir des objectifs et des attentes pour des utilisateurs ou des groupes précis ».

QUESTION: 597

Le but de D-05.03 « Permettre aux utilisateurs autorisés de configurer les valeurs de commande minimales pour un article et les bases de commande pour les biens et les services dans un catalogue donné... » n'est pas clair pour nous. L'État peut-il fournir un cas d'utilisation qui décrit le contexte?

RÉPONSE: 597

Le contexte est que l'utilisateur autorisé doit être en mesure d'établir les valeurs minimales de commande. À titre d'exemple, le « catalogue de fournitures de bureau » peut nécessiter une valeur minimum de 50 \$ avant qu'un utilisateur soit en mesure de procéder à la commande.

QUESTION: 598

Veuillez confirmer que le terme d'« équipe » utilisé dans la modification n° 13, changement n° 70, est conforme à la définition figurant aux pages 388 et 398 de la demande de propositions et se rapporte à une organisation plutôt qu'à une personne.

RÉPONSE: 598

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 567.

QUESTION: 599

L'Annexe 2, E2-113 précise « *L'entrepreneur doit mettre en œuvre sur les sites de remplacement qu'il gère des contrôles de sécurité techniques et des contrôles opérationnels permettant d'atteindre les mêmes objectifs que les contrôles mis en place à l'installation principale de la SAE. La Direction de la sécurité industrielle canadienne ou la Direction de la sécurité industrielle internationale doit approuver le(s) site(s) de remplacement en même temps que les sites principaux.* » Nous proposons une solution infonuagique mondiale à locataires multiples qui ne permettra pas la réalisation des inspections habituelles des installations par la DSIC. L'État peut-il confirmer que l'approbation des sites principaux et des sites de remplacement par la DSIC ou la DSII ne nécessitera pas de visites sur place?

RÉPONSE: 599

S'ils sont situés au Canada, les sites principaux et auxiliaires feront l'objet de visites avant l'attribution du contrat et pendant la durée du contrat. Les sites principaux et auxiliaires situés dans d'autres pays admissibles pourraient faire l'objet de visites avant l'attribution du contrat et pendant la durée du contrat, dans des circonstances exceptionnelles (c.-à-d. atteinte à la sécurité ou des craintes majeures). S'il y a lieu, les visites sur place seront effectuées par les représentants du Secteur de la sécurité industrielle de TPSGC.

QUESTION: 600

L'État peut-il confirmer que les données, y compris les données protégées, peuvent être stockées dans des installations d'hébergement à plusieurs locataires à l'extérieur du Canada?

RÉPONSE: 600

Le Canada confirme que toutes les données du gouvernement du Canada, protégées ou non, peuvent être conservées dans un bâtiment à locataires multiples à l'étranger, mais de toute façon dans un pays avec lequel le Canada a négocié des instruments de sécurité industrielle bilatéraux et internationaux (IBISI), comme il est indiqué à la section 7.5.1 *Protection et sécurité des données stockées dans des bases de données pour les entrepreneurs canadiens et étrangers* de la demande de propositions et à la section 5.4.1 de l'Annexe 1 – *Énoncé des travaux, version 2.1*; le stockage doit être conforme aux exigences relatives à la sécurité précisées dans l'Annexe 2 – *Sécurité et protection des renseignements personnels, version 2.0*.

QUESTION: 601

L'Annexe 1, 6.10.5 jalon n° 5, point c) prévoit ce qui suit : « *L'interopérabilité entre la solution d'achats électroniques et le système de gestion financière de TPSGC* » doit être effective dans le cadre du jalon n° 5, mais l'Annexe 3, Tableau 6.1 n° 6.14 présente également le déploiement d'une intégration du système de gestion financière de TPSGC. L'État peut-il confirmer que l'intégration avec la version du SMGF de TPSGC, en ce qui a trait au prix de lot ferme des services facultatifs du SMGF, est limitée à la mise à jour de l'intégration existante élaborée pour le jalon n° 5 afin de permettre les opérations de Services partagés Canada?

RÉPONSE: 601

Le Canada confirme que les travaux associés à la version du SMGF de TPSGC, en ce qui a trait au prix de lot ferme des services facultatifs du SMGF, sont limités à la mise à jour de l'intégration existante élaborée pour le jalon n° 5 afin de permettre les opérations de Services partagés Canada.

QUESTION: 602

En ce qui concerne la modification n° 13 question n° 228, pouvez-vous fournir le nombre de fournisseurs qui ont déposé une soumission pour un appel d'offres, mais qui n'ont pas obtenu de contrat?

RÉPONSE: 602

Le Canada n'est pas en mesure de fournir les renseignements demandés. Toutefois, les soumissionnaires devraient noter que l'Unité de réception des soumissions (URS) de TPSGC dans la région de la capitale nationale a reçu 10 304 soumissions au cours de l'exercice précédent (exercice 2015-2016). Veuillez noter que ce nombre ne comprend pas les soumissions électroniques reçues directement par un agent des achats ni par les URS des ministères ou organismes clients en ce qui concerne les approvisionnements qui sont de leur ressort ou par les URS des bureaux régionaux de TPSGC.

QUESTION: 603

L'État peut-il préciser si le déploiement d'un groupe de concertation sur le SFMC devrait comprendre le déploiement de l'approvisionnement au contrat pour tous les ministères ou organismes qui font partie de ce groupe?

RÉPONSE: 603

Les services facultatifs pour le déploiement de la solution d'achats électroniques à un groupe de concertation sur le SMGF comprennent le déploiement de la totalité de la capacité de la SAE, tel qu'il est défini dans l'énoncé des travaux, dans les ministères et organismes qui font partie de ce groupe (à l'exception de la gestion financière, qui est exercée séparément, s'il y a lieu).

QUESTION: 604

L'État peut-il confirmer que les ministères et les organismes ne devront utiliser la SAE pour l'achat de biens ou de services qu'une fois que le déploiement de l'interopérabilité avec leur SMGF sera terminé?

RÉPONSE: 604

Le Canada n'est pas en mesure de confirmer cette affirmation. Dans certaines circonstances, par exemple, les ministères et les organismes peuvent avoir besoin d'accéder à certaines capacités ou composantes de la solution d'achats électroniques avant l'interopérabilité avec leur système ministériel de gestion financière (par exemple, pour afficher les appels d'offres sur le SEAOG ou visualiser les catalogues à l'échelle du gouvernement dans la SAE, avant l'interopérabilité de celle-ci avec leur SMGF).

QUESTION: 605

En réponse à la question n° 468, l'État indique ce qui suit : « *Le Canada est actuellement au début du processus de définition et d'élaboration d'un service d'authentification centralisé interne (SACI); toutefois, le Canada peut confirmer que les exigences du SACI comprendront l'utilisation des normes de l'industrie, comme la norme Security Assertion Markup Language, OpenID et OAuth.* » Veuillez confirmer que les entrepreneurs tireront profit de ce nouveau SACI, plutôt que de la solution actuelle, lors du déploiement de la solution d'achats électroniques. De plus, veuillez confirmer que les entrepreneurs peuvent donc présumer que maCLÉ prendra en charge les normes Security Assertion Markup Language, OpenID et OAuth.

RÉPONSE: 605

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 566.

QUESTION: 606

L'État peut-il confirmer que les services et les produits livrables décrits à la section 7.2.6 SECTION F – GESTION FINANCIÈRE ne seront demandés pour un groupe de concertation sur le SMGF qu'après le déploiement de l'intégration de la SAE avec le système ministériel de gestion financière? Par exemple, la capacité en matière de gestion financière des services facultatifs ne sera demandée pour le groupe de l'Agence du revenu du Canada qu'une fois que l'intégration de la SAE avec le système ministériel de gestion financière correspondant aura été réalisée.

RÉPONSE: 606

C'est exact, le Canada ne prévoit aucune circonstance dans laquelle un ministère déploierait les services et produits livrables décrits à la section 7.2.6 SECTION F – GESTION FINANCIÈRE avant 7.2.7 Déploiement à l'échelle du gouvernement – Transition d'entrée d'une instance du SMGFM.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS ET LES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.